



HAL
open science

Compte rendu de "Armelle Le Bras-Chopard, Le Masculin : le sexuel et le politique"

Mariette Sineau

► **To cite this version:**

Mariette Sineau. Compte rendu de "Armelle Le Bras-Chopard, Le Masculin : le sexuel et le politique". Travail, genre et sociétés, 2005, 1 (13), pp.196-198. 10.3917/tgs.013.0191 . hal-01310855

HAL Id: hal-01310855

<https://sciencespo.hal.science/hal-01310855>

Submitted on 3 May 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Armelle Le Bras-Chopard

**Le masculin, le sexuel
et le politique**

Plon, Paris, 2004, 364 p.

Le masculin, le sexuel et le politique : voilà un titre parlant pour un ouvrage qui se présente comme un essai sur les fondements de la masculinité (ou de la virilité) du pouvoir, une interrogation sur le lien entre domination politique et sexualité. Le propos de son auteure, Armelle Le Bras-Chopard – la première et l'une des rares femmes professeurs agrégées de science politique en France – est de rappeler une vérité première, volontiers mise en évidence par les ethnologues quoique plus souvent occultée par les politistes et les historiens : à savoir que c'est au nom de la sexualité que les femmes ont été écartées de toute forme de pouvoir. Elle centre ses propos sur la France, qualifiée de "paradigme de la domination masculine". À cet égard, le retour sur "l'aventure rocambolesque de la loi salique", permet de bien prendre la mesure de l'exception française : "être gouverné par une femme, c'est possible dans tous les autres pays, mais inimaginable en France" (p. 192).

Tout au long de l'essai, Armelle Le Bras-Chopard s'attache à dévoiler les liens nombreux qui relient puissance sexuelle et pouvoir politique. Tel est le fil conducteur du livre que de montrer que ce dernier est fondé sur la puissance sexuelle du mâle, et qu'à chaque époque, il se construit sans les femmes sinon contre elles. C'est le vocabulaire institutionnel lui-même, pour peu qu'on sache l'analyser avec acuité, qui affiche le lien avec la sexualité : ainsi, est-il utilement rappelé que le mot "congrès" (du latin *congressus*), dont on a oublié le sens premier, désigne l'union sexuelle sous l'Ancien Régime, "l'acte amoureux dans le sens où Paré parle de 'l'incroyable désir de congrès de l'homme et de la femme'", p. 228). Puis, au XVI^e siècle, le mot prend une signification juridique, désignant le dernier acte de la procédure en impuissance, l'accomplissement intégral du devoir conjugal devant témoins. C'est l'occasion pour l'auteure de proposer quelques pages magistrales, et non dénuées d'humour, sur les procès en impuissance et leur signification, puis sur les procès en sorcellerie : ces derniers – rappelons-le – se sont poursuivis durant quatre siècles et ont donné lieu à l'exécution de milliers de "sorcières" (80 % des sorciers étant des femmes, selon les estimations des historiens)! Procès en impuissance comme procès en

sorcellerie, deux procédures qui prouvent une fois encore les liens appuyés entre pouvoir et sexualité.

L'auteure s'attache d'abord à exposer comment les hommes ont cherché à découper les espaces, public et domestique, à distribuer, horizontalement, les lieux, et donc comment le politique s'est construit *sans* les femmes. Dans un second temps, elle montre que le politique s'est bâti aussi *contre* les femmes, dans un système de domination vertical et hiérarchique qui perdure encore de nos jours. Elle s'interroge en conclusion sur l'avenir du politique, au regard des bouleversements contemporains qui interrogent à la fois la question de la sexualité et celle du pouvoir politique.

Armelle Le Bras-Chopard remonte aux origines, tant aux mythes fondateurs (Athéna) qu'aux théoriciens politiques (de Platon à Hegel en passant par Hobbes...) et aux commentateurs de ceux-ci, pour donner à voir la nature sexuelle du pouvoir politique. Rappelant que c'est dans la cité grecque que les penseurs trouvent le modèle le plus achevé de la séparation public/privé, avec d'un côté le gynécée, de l'autre l'agora, où les hommes sont entre eux, entre semblables, l'auteur n'oublie pas de souligner le caractère asymétrique de la théorie des deux sphères. Tant il est vrai que "la séparation des espaces ne vaut que pour la femme, assignée au foyer et interdite de l'espace public, tandis que l'homme circule de l'un à l'autre" (p. 25). Il s'agit donc bien en réalité d'une séparation hiérarchique : "l'homme est à la fois le locuteur et le bénéficiaire de ce partage des espaces, dont il se réserve sans partage le politique qui légitime et permet d'instrumentaliser sa domination" (p. 208).

Les constructions théoriques se heurtant à la réalité, l'auteure montre bien comment à l'aube de la révolution industrielle, la préoccupation grandissante des hommes est de faire rentrer les femmes à la maison. Ainsi est-il rappelé que l'action multiforme des femmes dans le processus révolutionnaire de 1789, leur irruption dans l'espace public et politique a longtemps fait l'objet d'une sorte de déni ou a été décrétée "apolitique". Le meilleur exemple n'en est-il pas la marche des dix mille Parisiennes sur Versailles les 5 et 6 octobre 1789, qualifiée de purement "alimentaire" ?

Le mérite d'Armelle Le Bras-Chopard est d'avoir donné à voir en quoi la pensée occidentale, qui lui sert ici de corpus d'analyse, fait preuve – y compris dans ses textes les plus contemporains – d'une imagination débridée pour justifier la domination des hommes sur les femmes, passant du critère de la génération à celui de la jouissance. "Dans une remarquable harmonie, écrit-elle, tous les discours, théologique, scientifique, philosophique, concordent pour justifier

un pouvoir que la réalité entérine. Et plus la contestation de ce pouvoir se profile, plus la parole masculine s'acharne à le conserver dans ses institutions et sa législation, à démontrer son bien-fondé, jusqu'au point de tourner à la caricature" (p.19).

Au total, c'est à un magistral travail de relecture et – il faut bien dire – de déconstruction des grands auteurs (qui sont aussi, le plus souvent, des "mâles penseurs") qu'elle se livre ici pour le plus grand bonheur du lecteur, en pourchassant les paradoxes et incohérences des textes, en faisant parler les silences pudiques, ou encore en exhumant certains ouvrages, relégués dans l'oubli (par exemple *De la démonologie des sorciers* du prestigieux Jean Bodin, qui donne libre cours à sa hantise de la "gynécocratie"). Elle montre par exemple, en élargissant la lecture de Machiavel à son œuvre littéraire, que la véritable nouveauté introduite par l'auteur du *Prince* et de *L'Art de la guerre* est l'irruption de la femme dans la réflexion théorique sur le politique "pour mieux la reléguer à l'extérieur du politique proprement dit et, concrètement, chasser les femmes de cet espace de citoyenneté, par définition masculin, celui où s'exerce la *virtu*" (p. 213). Bref, le livre de Armelle Le Bras-Chopard est à ranger parmi les classiques de science politique.

On regrettera seulement, même si l'exercice est difficile, l'absence de comparaison plus poussée avec l'étranger, qui permettrait de mieux comprendre l'exception française. On sait notamment que la mixité de l'espace public (les boutiques, artisans de toute sorte...) a été plus achevée dans la France de l'Ancien Régime que ce n'était le cas dans les pays anglo-saxons, plus portés à l'"apartheid sexuel" des espaces professionnels. Et pourtant cela a abouti à une fermeture plus grande de l'espace politique aux femmes. Aujourd'hui encore – malgré le vote d'une loi d'action positive – le partage du pouvoir politique reste plus inégalitaire qu'ailleurs. Pourquoi ? L'emprise masculine sur la *res publica* ne renverrait-il pas au statut du politique dans notre pays. Le pouvoir politique y est encore considéré – en dépit de sa perte de prestige récente – comme le premier sinon comme le pouvoir suprême. Si la monarchie de droit divin a disparu, le pouvoir républicain, laïc, semble toujours revêtu d'une part de sacré. Par-là, il paraît réservé aux hommes, et les femmes qui veulent s'en emparer sont vues, peu ou prou, comme des "usurpatrices".

Mariette Sineau

CEVIPOF